

# e-agri

## Agriculture et climat

**Dix ans de Stratégie Climat  
pour l'agriculture**

4

**Protection du climat: le secteur bovin  
demande un état des lieux**

6

**France: émissions et  
pratiques en ligne de mire**

8



**agridea**

ENTWICKLUNG DER LANDWIRTSCHAFT UND DES LÄNDLICHEN RAUMS  
DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ESPACE RURAL  
SVILUPPO DELL'AGRICOLTURA E DELLE AREE RURALI  
DEVELOPING AGRICULTURE AND RURAL AREAS

## Résilience: ne tombons pas dans le piège des formules vides de sens

Hermine Hascher, AGRIDEA



Chères lectrices, chers lecteurs,

La pandémie actuelle illustre parfaitement la nécessité pour les individus, les entreprises et les systèmes de s'interroger sur la question de la résilience. Les conséquences du changement climatique poussent aussi à s'intéresser à la capacité à résister aux événements. C'est le cas en Australie, par exemple, où les catastrophes naturelles ont souvent des effets dévastateurs. En réponse à cette évolution, le gouvernement a élargi sa planification de la résilience, initialement destinée à lutter contre la pandémie, pour y inclure un concept visant à promouvoir la résilience des infrastructures dites « d'importance systémique » en cas d'urgence nationale.

À n'en pas douter, l'agriculture fait partie des piliers d'un pays. D'après les spécialistes, l'Europe doit aussi, face aux dérèglements climatiques, prendre des mesures allant bien au-delà d'une révision ponctuelle des pratiques agricoles. Les résultats du projet LIFE AgriAdapt, qui s'est achevé l'année dernière, démontrent que les exploitations peuvent améliorer leur résistance aux aléas climatiques. Cette intéressante **plateforme web** permet de compléter ses connaissances agroenvironnementales et propose des mesures concrètes pour l'adaptation de l'agriculture. Dans son rapport « **Gestion des risques et amélioration de la résilience dans les exploitations agricoles** » (en allemand), notamment, AGRIDEA se penche sur la question de la résilience et des bouleversements climatiques dans le contexte suisse.

Le terme « résilience », par son ambiguïté, risque de se vider de son sens au fil des utilisations. Mais nous continuerons à aborder cette question. Peu importe les expressions que nous utiliserons pour y faire référence: « gérer le stress », « promouvoir la résistance », « se préparer aux défis de demain » ou encore « favoriser une adaptation durable ». À titre personnel, je privilégie les questions et solutions concrètes. De toute façon, les mots peinent à refléter la diversité et la complexité du sujet. Je suis ravie de vous proposer dans ce nouveau numéro d'e-agil des réflexions ainsi que des projets passionnants sur la résilience et les changements climatiques.

## Impact environnemental de l'agriculture: stable avec quelques améliorations

Le dépouillement centralisé des indicateurs agro-environnementaux (DC-IAE) évalue les effets des activités agricoles sur l'environnement. À cette fin, Agroscope a développé des indicateurs agro-environnementaux visant à mesurer nutriments, sols, produits phytosanitaires, biodiversité, gaz à effet de serre et énergie. Depuis 2009, quelque 300 exploitations saisissent leurs données (extraites p. ex. de leur carnet des champs) à l'aide du logiciel AGRO-TECH et les transmettent à leur fiduciaire ou à AGRIDEA. Ces dernières envoient les informations à Agroscope, qui calcule les indicateurs. Toutes les entités qui reçoivent les données les vérifient pour garantir leur qualité. Chaque année, les résultats anonymisés sont publiés dans le rapport agricole de l'OFAG.

Il ressort d'une analyse sur dix ans – de 2009 à 2018 – que la plupart des valeurs n'ont presque pas évolué. L'impact environnemental de l'agriculture n'a ni progressé ni reculé. Seules exceptions: le bilan humique et certains indicateurs relatifs aux produits phytosanitaires affichent une amélioration. Ainsi, on trouve significativement moins d'herbicides dans les grandes cultures. Par ailleurs, l'augmentation des distances de protection des eaux en fonction des produits a permis de diminuer les risques pour les organismes aquatiques.

Plus d'infos: [rapportagricole.ch](http://rapportagricole.ch)

### Nouvelles des cantons

#### Grisons: début du projet « Agriculture à empreinte carbone neutre »

Depuis le début de l'année, 50 exploitations pilotes et les deux domaines du canton testent des mesures destinées à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre aux niveaux de leurs activités d'élevage et de production végétale ainsi que de leur production et consommation d'énergie. L'objectif de la première étape (2021 – 2025) est d'établir un bilan initial et final pour chaque exploitation. Ensuite, les mesures jugées efficaces seront étendues à toute l'agriculture grisonne de 2026 à 2030.

Plus d'infos: [maschinenring.ch](http://maschinenring.ch) (en allemand)

#### Valais: Un plan d'action bio est lancé

Fin 2020, le Grand Conseil valaisan a accepté le postulat pour un plan d'action bio, devant servir au développement de l'agriculture biologique dans le canton. Le postulat déposé en 2019 par quatre député-e-s de plusieurs partis a été soutenu par le Conseil d'Etat et favorablement accueilli par le législatif. Ainsi, tous les cantons romands ont désormais élaboré un tel plan d'action.

Plus d'infos: [postulat](http://postulat) et [reponse](http://reponse); [canal9.ch](http://canal9.ch)

#### Vaud: Projet pilote sur l'indice de qualité des sols

L'indice de qualité des sols (IQS) vise à mieux intégrer la valeur du sol dans l'aménagement du territoire. Cet instrument a été développé dans le cadre du PNR 68, le Programme national de recherche « Utilisation durable de la ressource sol ». La région de Morges dans le canton de Vaud collabore avec la fondation sanu durabilitas dans le cadre d'un projet pilote pour tester l'application de l'IQS dans sa planification territoriale.

Plus d'infos: [région Morges](http://regionMorges)



## Dix ans de Stratégie Climat pour l'agriculture

**D'après l'expérience des dix dernières années, l'appel à une politique alimentaire holistique se fait de plus en plus pressant. Pourquoi ?**

*Entretien avec Daniel Felder, Office fédéral de l'agriculture OFAG*

**La Stratégie Climat pour l'agriculture remonte à 2011. Qu'a-t-elle accompli ?**

Grâce à la Stratégie Climat, l'association AgroCO2ncept a bénéficié du cadre adéquat pour lancer son projet de gestion des ressources dans le Flaachtal. En 2016, IP-SUISSE a également mis sur pied une initiative similaire. Tous deux touchent à leur fin cette année. De plus, aaremilch AG et Nestlé Suisse ont créé un projet de production laitière respectueuse de l'environnement et des ressources. En parallèle, l'OFAG a soutenu AgroCleanTech pour développer un point de contact et d'information ainsi que plusieurs initiatives de recherche et de vulgarisation. En ce qui concerne l'adaptation au changement climatique, il a aussi participé à un programme pilote intersectoriel et à la fondation du réseau dédié aux services climatiques (NCCS).

**En quoi consistent les deux projets ressources pionniers que sont AgroCO2ncept et IP-SUISSE ?**

Leur point commun est qu'ils visent à diminuer les émissions de gaz à effet de serre en consi-

dérant l'agriculture dans sa globalité, c'est-à-dire de la production végétale à l'élevage animal, en passant par la production d'énergie. AgroCO2ncept se concentre sur une région. Les agricultrices et agriculteurs du Flaachtal ont lancé et mené à bien ce projet. Son objectif, outre la réduction de l'empreinte carbone, est la baisse des coûts et l'augmentation de la valeur ajoutée. Quant au projet IP-SUISSE, il dépend de l'organisation de producteurs et s'étend à toute la Suisse. Il a pour but d'intégrer des mesures de protection du climat aux exigences du label IP-SUISSE.

**Quel est le rôle de la vulgarisation dans ces projets ?**

AgroCO2ncept met l'accent sur l'empreinte carbone des exploitations. La vulgarisation fait partie intégrante de la démarche : elle intervient pour évaluer les exploitations et aide les agricultrices et agriculteurs à choisir et mettre en œuvre les changements. Un catalogue de mesures assorti d'un système de points est au cœur de l'initiative d'IP-SUISSE. Les exploitations labellisées étudient le catalogue et font elles-mêmes leur choix. Aucune offre de vulgarisation spécifique à la protection climatique ne leur est destinée. Mais les mesures complexes occasionneront probablement une demande pour ce type de prestations.

**La conclusion de ces projets marque la fin de la phase exploratoire. Quels enseignements peut-on en tirer ?**

Ces projets ont surtout testé des mesures améliorant l'efficacité, par exemple la hausse du nombre de lactations chez les vaches laitières. IP-SUISSE vise une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 10 % et AgroCO2ncept de 20 %. Quelques exploitations y parviendront. Mais compte tenu du portefeuille de production et des mesures proposées, de nombreuses exploitations peineront à diminuer leur empreinte carbone ou afficheront une baisse de quelques pour cent seulement. Au début, nous avons surestimé le potentiel des projets. Les corrélations sont extrêmement complexes. Il faut éviter de simplement déplacer les émissions. Identifier et quantifier ces risques est une tâche laborieuse.

**L'OFAG est sur le point d'actualiser la Stratégie Climat pour l'agriculture. Quelle direction suivra-t-elle ?**

La politique climatique a un peu évolué depuis 2011. À l'instar de nombreux pays, la Suisse vise une empreinte carbone nette nulle d'ici 2050. Cela signifie que l'être humain doit autant que possible réduire ses émissions et compenser celles qui sont inévitables par des activités naturelles ou artificielles au bilan carbone négatif. En parallèle, les signes du changement climatique sont déjà observables et prendront de l'ampleur. Il faut s'adapter. Les sécheresses et canicules de 2003, 2015 et 2018 nous ont clairement montré l'ampleur des conséquences. L'agriculture doit redoubler ses efforts pour éviter les émissions et s'adapter. Un constat ressort : pour relever ce défi immense, des changements radicaux sont nécessaires à toutes les étapes de la filière alimentaire. Ainsi, nous essayons d'actualiser la Stratégie Climat en considérant le système alimentaire dans sa globalité.

**Pour conclure, tournons-nous vers l'avenir : où en serons-nous dans dix ans ?**

Pour maintenir le cap fixé, nous devons engager la transformation du système alimentaire. Un changement des schémas de production et de consommation profitera au climat et à d'autres domaines environnementaux : nous diminuerons les excédents alimentaires agricoles et la pression sur la biodiversité. Dans cette transition, la politique agricole joue un rôle clé. Mais ce n'est pas le seul domaine politique concerné. Placer tout le poids de la responsabilité sur les épaules du monde paysan ou des consommatrices et consommateurs est contre-productif. Il faut mettre en place des conditions-cadres qui guident toutes les parties prenantes dans la bonne direction. Dans la pratique agricole, la production adaptée aux conditions locales deviendra un enjeu central : gestion ciblée de l'humus, culture de variétés moins gourmandes en eau dans les régions sèches, alimentation des ruminants producteurs de lait avec des herbages de surfaces non cultivables et production de viande à partir de sous-produits. En bref, nous devons repenser le rapport à nos ressources naturelles limitées.

Plus d'infos : [www.ofag.admin.ch](http://www.ofag.admin.ch) ; [www.agroco2ncept.ch](http://www.agroco2ncept.ch) (en allemand) ; [ipsuisse.ch](http://ipsuisse.ch)

### La politique agricole 2022+

Lors de la session de printemps 2021, le Conseil national a, après le Conseil des Etats, décidé à son tour de suspendre l'examen de la politique agricole 2022+ (PA22+). Le Conseil fédéral a été chargé de soumettre au Parlement, d'ici 2022 au plus tard, un rapport en réponse au postulat 20.3931 « Orientation future de la politique agricole ». Le Parlement ne pourra ainsi reprendre l'examen du développement de la politique agricole qu'au printemps 2023 au plus tôt.



## Protection du climat: le secteur bovin demande un état des lieux

**Diverses initiatives environnementales ont permis de recueillir de précieuses expériences. Les organisations de la filière bovine viennent de lancer un projet de six mois pour compiler et évaluer ces données. L'objectif: améliorer l'efficacité des mesures de protection du climat dans la production laitière et carnée.**

*Bettina Koster, AGRIDEA*

La lutte contre le dérèglement climatique est imbriquée dans la machinerie complexe de l'exploitation. Et quand on tourne un rouage, il est très difficile de déterminer les éléments qui ont une influence sur le climat.

### Optimiser son troupeau pour émettre moins de méthane

L'élevage optimisé des vaches illustre bien la complexité de la protection du climat dans l'agriculture. Quand on met en relation la durée de vie et la production laitière d'un animal, on parle de « performance par jour de vie ». Quand cette valeur est élevée, les gaz à effet de serre émis lors de l'élevage et d'autres phases non productives sont répartis sur un nombre supérieur de kilos de lait. Le bilan des émissions de méthane est alors plus bas. Diverses mesures concrètes permettent d'y parvenir, notamment l'abaissement de l'âge du premier vêlage ou la réduction de l'inter-vêlage. Ces adaptations sont plus compliquées qu'elles

ne le paraissent. Elles nécessitent d'optimiser la gestion du troupeau dans son ensemble. Fourrage, santé, production: autant de paramètres qui doivent être parfaitement ajustés pour lutter contre le réchauffement climatique. En parallèle, certains objectifs peuvent s'avérer contradictoires. Par exemple, avec l'âge, les bêtes ont plus de problèmes de santé et de fertilité.

### Leçons tirées de la protection de l'environnement

Optimiser la production laitière quant aux critères de respect de la planète est un défi. Les expériences de différents projets le prouvent. Souvent, il faut des mois ou des années avant d'en mesurer les effets, comme pour la réduction de l'âge du premier vêlage, ou l'optimisation du niveau de production ou du nombre de lactations. Les mesures d'efficacité, y compris la performance par jour de vie, permettent rarement d'atteindre un pourcentage de réduction à deux chiffres. Quelques pour cent sont un ordre de grandeur plus réaliste. Même si les répercussions sont variables, ces changements optimisent la bonne marche de l'exploitation, ce qui promeut le développement durable. Chez les producteurs et productrices de lait, disposer d'une plus grande marge de manœuvre économique peut favoriser l'adoption de mesures environnementales.

Dans les projets de protection du climat, on constate que les conseillères et conseillers servent de lien entre les exploitations et les spécialistes. Ces derniers connaissent certes en profondeur les relations de cause à effet, mais peuvent se trouver déconnectés de la réalité paysanne. Agricultrices et agriculteurs ont l'habitude d'optimiser leur exploitation. Toutefois, ils abordent plus rarement cette question sous le prisme de la préservation de l'environnement. La vulgarisation peut alors jouer un rôle clé en abordant les rapports de causalité dans la lutte contre le réchauffement climatique.

### Protection du climat: un projet pour tout le secteur bovin

Dans le Système d'innovation et de connaissances agricoles (LIWIS), plusieurs initiatives sont à l'œuvre pour approfondir les questions de protection du climat dans la filière bovine. L'Interprofession du lait, Proviande et l'OFAG souhaitent synthétiser les expériences recueillies par les différents projets. Sous la conduite d'AGRIDEA, ce nouveau projet de six mois poursuit plusieurs buts: analyser les mesures environnementales, leurs effets, leurs coûts, leur viabilité et les expériences concrètes qui en découlent. Ce travail a également pour objectif de recueillir les expériences de la pratique lors d'ateliers ou d'entretiens, de fournir un aperçu des activités prévues au sein du réseau et de développer des solutions concrètes pour intégrer la protection climatique dans les stratégies de création de valeur du secteur. Sur ces bases, les acteurs de la branche pourront définir leurs approches et objectifs de préservation de l'environnement. En fin de compte, cette initiative vise à soutenir la coordination future des activités. Tous les membres du LIWIS auront accès à la vue d'ensemble qui compile les données disponibles.

Plus d'infos: **Bettina Koster, AGRIDEA**

### D'une erreur de taxation à un impôt injuste

Les époux A et B exploitaient une entreprise agricole dans le cadre d'une activité indépendante. En 2014, A céda un terrain en zone constructible utilisé à des fins agricoles et faisant partie de sa fortune commerciale. Il déclara alors un gain immobilier à l'administration des contributions. Il ne répondit pas à la question « Si vous tenez une comptabilité: le terrain en question figure-t-il ou figurait-il dans le bilan? » Malgré l'absence de clarification, l'administration des contributions considéra le terrain comme fortune privée et appliqua l'impôt sur les gains immobiliers, conformément au système dualiste en vigueur dans ce canton.

Par ailleurs, dans le calcul de l'impôt sur le revenu, le même gain immobilier fut considéré comme un revenu. Dans la procédure de recours, l'administration des contributions laissa certes entrevoir une annulation de la décision de taxation déjà prononcée, mais maintint l'imposition comme revenu.

Le Tribunal fédéral en a décidé autrement. En omettant de clarifier la question restée sans réponse, l'administration des contributions a manqué à son devoir d'enquête et de diligence. L'imposition erronée du gain immobilier découle d'une erreur de taxation commise par l'autorité de taxation. Le Tribunal fédéral a donc donné raison aux époux et a renvoyé le calcul de l'impôt sur le revenu, en excluant le gain immobilier, devant l'administration de taxation (arrêt 2C\_908/2019 du 20.10.2020, en allemand).

**(arrêt 2C\_908/2019 du 20.10.2020).**

Andreas Wasserfallen, agronome et avocat, Berne

[andreas.wasserfallen@lgplaw.ch](mailto:andreas.wasserfallen@lgplaw.ch)

## France : émissions et pratiques en ligne de mire

L'Idele (Institut de l'Élevage, France) a développé une méthodologie multicritères d'évaluation du bilan carbone concrétisée dans l'outil de conseil **CAP'2ER**. L'outil évalue l'empreinte écologique à l'échelle d'une exploitation d'élevage. Grâce au diagnostic fourni, un plan d'action est mis en place afin de réduire sur le long terme les gaz à effet de serre de l'exploitation. **A ce jour, 15 % des fermes françaises ont réalisé un diagnostic sur une base volontaire.**

*Entretien avec Jean Baptiste Dollé, Idele*

### Quelle est la démarche de l'Idele pour accompagner les exploitations agricoles françaises face au réchauffement climatique ?

L'Idele s'est engagé très tôt sur la question de la production animale et de l'impact environnemental. Parmi les objectifs prioritaires : démystifier la question des gaz à effet de serre (GES), sensibiliser l'ensemble des parties prenantes aux problématiques environnementales et mettre en avant le lien entre impacts environnementaux et pratiques d'élevage.

### Qui est impliqué et quels sont les rôles pour atteindre des objectifs de réduction de GES sur les exploitations ?

Des exploitations aux services de vulgarisation en passant par les transformateurs. Chaque acteur communique à son niveau : les transformateurs sensibilisent, les organismes de conseil dispensent des diagnostics spécialisés et accompagnent la transition des exploitations. L'Idele fournit les outils, forme, gère les données, et accompagne pour la mise en œuvre des démarches de progrès. Le partage d'un outil commun avec l'ensemble de la filière facilite la manière de communiquer. Aujourd'hui, cette communication positive engendre un énorme engouement.

### Quels enseignements retirez-vous après une décennie de programmes bas carbone, lait et viande bovines ?

Le lien entre émissions et pratiques tranquillise les exploitations. On ne parle pas uniquement de méthane, mais aussi de production laitière, concentrés, pâturage, etc. Finalement c'est le fonctionnement du système d'exploitation qui est analysé et comparé à des références. Le fait de parler technique rassure les exploitations et facilite leur implication.

### Quelles sont les difficultés rencontrées par les services de vulgarisation en vue de motiver les exploitations à réduire leurs émissions de GES ?

En 2012, personne ne voulait entendre parler d'environnement. Il ne faut pas se focaliser sur un conseil monocritère carbone. Nous constatons que l'efficacité environnementale est fortement liée à l'efficacité technique et économique : les élevages les plus performants techniquement affichent de bons résultats économiques et une faible empreinte carbone.

### Quelle serait votre recommandation à la Suisse pour aider les exploitations face au réchauffement climatique ?

Il faut s'engager et anticiper le changement. Cette problématique doit être absolument intégrée à l'équation environnementale. Ne pas faire l'autruche, car tôt ou tard, une réglementation sera imposée. D'ailleurs l'outil CAP'2ER est sollicité dans le cadre des politiques publiques de mise en œuvre.

Plus d'infos : **Life carbon dairy** ; **Life beef carbon**



## Le temps est-il venu de s'adapter aux changements climatiques ?

**L'agriculture est directement concernée par les changements climatiques, mais des problèmes plus pressants empêchent une réflexion approfondie. C'est le constat d'une enquête de la ZHAW auprès d'un groupe de huit membres représentant à parts égales l'agriculture et la vulgarisation.**

*Roman Grüter et Claudia Veith, Haute école zurichoise pour les sciences appliquées (ZHAW)*

En Suisse, on constate une hausse des températures, des étés plus secs, des précipitations accrues, plus de journées caniculaires et peu de neige en hiver. Comment les acteurs de l'agriculture réagissent-ils ?

### Changement climatique : un sujet parmi tant d'autres

Rentabilité, charge de travail et polarisation accrue (production contre écologie) sont, d'après les personnes interrogées, les défis principaux de l'agriculture suisse. Le réchauffement de la planète soulève moins d'inquiétudes, peut-être aussi parce que les paysan-ne-s ont l'habitude de s'adapter aux aléas météorologiques. Toutefois, on sous-estime les conséquences de ces phénomènes sur l'agriculture suisse. Les personnes interrogées sont unanimes : l'ampleur des événements naturels extrêmes tels que les sécheresses, les canicules, le gel printanier et la grêle s'accroît.

### Évaluations des risques, résilience et adaptation

Les entretiens révèlent que beaucoup d'agriculteur-trice-s adoptent déjà des pratiques qui répondent au réchauffement climatique : choix des cultures et variétés, diversification des activités, formation d'humus ou méthodes alternatives telles que l'agroforesterie ou l'agriculture régénératrice. À l'avenir, il s'agit de promouvoir efficacement ces approches et de les intégrer tôt, notamment quand des investissements conséquents ou des changements de gestion sont prévus.

Premier pas vers la résilience : évaluer les opportunités et les risques à l'échelle de l'exploitation en tenant compte du contexte local. Ensuite, il s'agit d'identifier les mesures d'adaptation et d'évaluer leur mise en œuvre. Pour y parvenir, l'expérimentation, l'échange entre personnes partageant les mêmes idées et le soutien de la vulgarisation sont indispensables.

Les enquêtes menées auprès de théoriciens et de praticiens mettent des lacunes en lumière : accès difficile à l'information ou présentation des ressources pas assez concrète. Recherche, formation et vulgarisation ont clairement un rôle à jouer. Et la ZHAW compte bien participer à ces efforts.

Plus d'infos : **groupe de recherche Geography of Food** (en allemand)



## Collaborations dans l'agriculture : une question d'aptitudes sociales

**La coopération entre exploitants agricoles recèle de multiples facettes. Un groupe interdisciplinaire a développé une boîte à outils multimédia afin de la promouvoir.**

*Reto Ribolla, Ackermann + Wernli AG*

De l'automne 2015 à février 2021, divers représentantes et représentants ont travaillé à la création de **ce nouveau site** internet sur mandat de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). AGRIDEA a participé à ce projet en qualité de contractante. Les sous-traitants étaient Ackermann + Wernli AG, un bureau d'ingénieurs d'Aarau, Agriexpert, une entreprise de conseil agricole établie à Brugg, et la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL) à Zollikofen.

Toute collaboration repose à la fois sur des facteurs psychologiques, tels que la confiance et la résolution de conflits, mais aussi sur des accords clairs. Ceci d'autant plus que la survie d'exploitations agricoles partenaires dépend bien souvent d'une coopération fructueuse. À cet égard, l'équipe de projet a pu compter sur la grande expérience d'AGRIDEA en matière d'accompagnement d'exploitations agricoles.

Dans un premier temps, les aptitudes relationnelles de Ueli Straub (AGRIDEA), directeur du projet, ont permis de définir des mesures et des stratégies pour surmonter les obstacles à la collaboration. Il a su se mettre à la place des

agricultrices et agriculteurs pour identifier leurs réticences, leurs peurs et leurs doutes. La boîte à outils a été conçue sur cette base. Elle est constituée de différents instruments relatifs au travail, aux infrastructures et aux surfaces. Ackermann + Wernli AG s'est chargé des aspects concernant les sols et les différents regroupements parcellaires (regroupement des terres exploitées et surfaces affermées, remaniement parcellaire contractuel et amélioration foncière intégrale). À l'aide de nombreux conseils et exemples, cette initiative va permettre de faciliter la collaboration des entreprises dans le domaine de l'agriculture.

Les partenaires ont dû eux-mêmes mettre à profit leurs aptitudes relationnelles au sein du projet en proposant de nombreuses idées pour finaliser la boîte à outils. Il a fallu les comparer soigneusement et, parfois, les rejeter avec diplomatie. Toutes et tous ont collaboré efficacement pour, au final, exploiter au mieux les compétences des différents spécialistes afin de mener le projet à bien.

Aperçu des formes de collaboration : [agripedia.ch/zusammenarbeit/fr](https://agripedia.ch/zusammenarbeit/fr)

### Arrivées chez AGRIDEA :



**Tim Allemann**  
collaborateur Technologies de l'information,  
Depuis le 8.3.2021 à Lausanne



**Magali Lacam**  
collaboratrice Exploitation, Famille, Diversification,  
Depuis le 8.3.2021 à Lausanne

## Enquête en ligne : transfert de connaissances dans l'économie alpestre

On dispose de beaucoup d'informations sur l'économie alpestre. Mais elles sont parfois incomplètes ou difficiles à trouver. Afin d'identifier les canaux adaptés au transfert de connaissances et de recenser les priorités des différents groupes d'acteurs, la Société suisse d'économie alpestre (SSEA) et AGRIDEA ont réalisé une enquête en ligne à l'automne 2020. Celle-ci a révélé qu'il y avait un intérêt pour une plateforme d'information centrale, les thèmes les plus demandés étant la protection des troupeaux, l'entretien des pâturages, la politique agricole, le tourisme et le personnel d'alpage. Les questions plus complexes, comme les stratégies d'alpage, nécessitent plutôt des conseils individuels. La grande majorité souhaite que le matériel d'information soit disponible à l'avenir à la fois au format papier et numérique. L'enquête a été complétée dans son intégralité par un total de 359 personnes. Ces résultats seront utilisés en vue de l'élaboration d'une stratégie à long terme pour le transfert des connaissances entre la SSEA, l'OFAG et AGRIDEA.

**Présentation de l'enquête en ligne**

## Cultiver la fertilité des sols au lieu d'absorber du carbone

L'objectif de zéro émission de gaz à effet de serre d'ici à 2050 fixé par le Conseil fédéral donne un nouvel élan aux échanges de certificats de CO<sub>2</sub>. L'agriculture peut-elle contribuer à l'atténuation du changement climatique tout en bénéficiant des échanges de certificats ? De nombreux acteurs du secteur fondent de grands espoirs sur la fixation du carbone dans les sols agricoles. En 2020, AGRIDEA a organisé un cours sur ce sujet en collaboration avec des experts. Un résumé a été publié dans **la fiche thématique «Humus et climat»** (en allemand). Cette dernière conclut que l'accumulation de matières organiques dans le sol est importante pour le rendement, la résilience et les écosystèmes des sols. Toutefois, la fiche tempère l'euphorie sur les ventes de certificats.

## Surfaces herbagères et cervidés : une alternative

L'élevage de cervidés en enclos, p. ex. daims ou cerfs élaphe, est une option pour les petites ou grandes exploitations souhaitant valoriser différemment leurs prés et pâturages. La viande d'origine suisse est recherchée et la production actuelle ne couvre pas la demande. Il faut toutefois considérer plusieurs facteurs. Les cervidés sont des animaux sauvages : l'observation à distance du troupeau pose des défis particuliers et les clôtures doivent mesurer au moins 2 mètres de haut. L'élevage ne demande pas un travail intensif mais le pic d'activité se situe en automne. Mieux vaut étudier au préalable le potentiel de vente directe. Une formation professionnelle indépendante et spécifique est requise (FSIP) : un CFC en agriculture ne suffit pas.

Plus d'infos : [svh.caprovis.ch](https://svh.caprovis.ch)

## Nouvelle génération d'application: A-Twin Cash 2.0

Agro-Twin AG facilite les tâches comptables et administratives pour les exploitations. Les utilisateur-trice-s, impliqué-e-s à tous les niveaux du développement, se sentent partie prenante de la solution. L'expression rationnelle de leurs besoins apporte une réelle valeur ajoutée à A-Twin Cash 2.0. Ces échanges intenses permettent de fournir de nouvelles fonctionnalités utiles sur le terrain, par exemple la correction des écritures rapides au travers de multiples facettes permet d'augmenter la qualité des boucllements. Ces améliorations ont renforcé la confiance et permis de passer en une année d'environ 2500 mandats enregistrés sur la nouvelle gamme de logiciels Cash 2.0 à plus de 7000.

Plus d'infos: [agro-twin.ch](http://agro-twin.ch)

## Comment réduire la dérive et le ruissellement des produits phytosanitaires ?

Dans la série de nouvelles fiches gratuites « Limiter la dérive et le ruissellement des produits phytosanitaires » disponible en français, allemand et italien, il est expliqué comment minimiser les résidus de produits phytosanitaires sur les zones non cibles et dans les eaux de surfaces. AGRIDEA, en collaboration avec l'OFAG et les services phytosanitaires cantonaux, a élaboré une nouvelle fiche pour **l'arboriculture fruitière et pour les cultures d'arbustes** à petits fruits et mis à jour les fiches pour **la viticulture** ainsi que pour **les grandes cultures et cultures maraîchères**.

## Agriculture urbaine: un vaste champ des possibles

L'agriculture urbaine, très répandue et variée, est un phénomène qui va bien au-delà des balcons ou toits jardinés. Ses diverses formes contribuent à augmenter la qualité et la valeur des produits agricoles locaux. Outre les projets innovants et les nouveaux modèles qui foisonnent, des exploitations traditionnelles font aussi le pari de la proximité avec les villes et développent des stratégies adaptées. Une nouvelle publication en ligne d'AGRIDEA vise à illustrer les opportunités offertes par l'agriculture urbaine. On y trouvera des informations générales, ainsi que les coordonnées des interlocutrices et interlocuteurs.

Plus d'infos: [agripedia.ch/agriculture-et-ville](http://agripedia.ch/agriculture-et-ville)

### Impressum

Edition	AGRIDEA
Contact	<a href="mailto:e-agil@agridea.ch">e-agil@agridea.ch</a>
Rédaction	Andrea van der Elst (Responsable) Marc Gilgen Pierre Moretti Simon Binder
Mise en page	Merel Gooijer
Images page 4, 6 & 9	Gabriela Brändle, Agroscope
Paraît trois fois par année	



échanger  
comprendre  
progresser

info@agridea.ch  
[www.agridea.ch](http://www.agridea.ch)

**Lindau** Eschikon 28 | CH-8315 Lindau | T +41 (0)52 354 97 00  
**Lausanne** Jordils 1 | CP 1080 | CH-1001 Lausanne | T +41 (0)21 619 44 00  
**Cadenazzo** A Ramél 18 | CH-6593 Cadenazzo | T +41 (0)91 858 19 66  
ISO 9001 | ISO 29990 | IQNet